

nistrer. Les provinces prétendent que c'est Ottawa qui centralise, alors qu'Ottawa dit que ce n'est pas lui. D'autres disent que ce ne sont pas les provinces qui décentralisent, mais que c'est le système financier qui contrôle toute la hiérarchie administrative du Canada et qui est responsable de tout ce qui arrive chez nous. Et même si le très honorable premier ministre ou des ministres de la Couronne trouvent nos solutions simplistes, qu'on nous propose autre chose, que les conservateurs progressistes proposent quelque chose de préférable et nous allons les appuyer, s'il s'agit réellement d'une meilleure solution, qui s'attaque à la vraie cause des malaises politiques, économiques et sociaux, dont le Canada souffre présentement.

Monsieur l'Orateur, voilà les quelques remarques que je voulais faire sur la motion présentée par mon honorable collègue de Shefford. Toutes les propositions du Crédit social y sont comprises et je crois que si nous visons réellement à un avenir meilleur pour les citoyens canadiens et si nous voulons réellement nous affranchir de cette dictature financière, qui pourrait nous aider présentement, mais qui, au contraire, nous égorge, il incombe au gouvernement de prendre position et de cesser de dire: Nous n'avons que l'argent des taxes que nous percevons. Il devrait prendre les dispositions nécessaires pour utiliser la Banque du Canada, notre institution financière, afin de doter le Canada d'un régime économique qui garantira à tous et à chacun la sécurité et la liberté personnelles.

Monsieur l'Orateur, nous ne sommes pas libres, présentement, dans le système qui nous régit, et tout le monde le sait. Nous voulons venir en aide aux pauvres. Tous les députés sont disposés à le faire. Seulement, on n'est pas prêt à proposer des solutions susceptibles de supprimer pour toujours la pauvreté dans un pays riche comme le Canada.

On présente des Livres blancs, comme celui, par exemple, qui projette de taxer les classes moyennes pour aider celles qui sont moins privilégiées. Et, selon le rapport Carter, on exempterait de l'impôt ceux qui touchent les revenus les plus élevés au Canada. Ceux, par exemple, qui gagnent un demi-million, ou plus, ne paieraient que 50 p. 100 d'impôt au lieu de 80 p. 100, alors que les petits ou les moyens, qui gagnent, supposons, entre \$15,000 et \$30,000, paieraient tout ce qu'il en coûte pour aider les plus pauvres. Ceux qui touchent \$2,800 par année ou moins n'épargneraient rien et ceux qui touchent plus de \$2,800 épargneraient \$30, \$40, \$50 par année, soit \$4 ou \$5 par mois. A quoi cela leur servirait-il?

Cela me rappelle la réflexion d'un cultivateur. Bien souvent, les cultivateurs sont plus

intelligents que bien des avocats. Ce cultivateur, qui vendait des arbres de Noël, disait: Moi, je possède une plantation de conifères et j'agis comme le gouvernement fédéral. Je coupe tous les petits sapins pour faire des arbres de Noël. Quand tous les petits sapins sont coupés, je coupe les têtes des gros pour en faire des petits arbres de Noël.

C'est exactement la façon dont le gouvernement agit présentement. On coupe les petits, après quoi on coupera les têtes des gros, quand cela deviendra nécessaire. Mais, entre-temps, c'est le contribuable au revenu moyen qui va payer. C'est lui qu'on va décourager avec des politiques fiscales et monétaires mal adaptées aux besoins de la population canadienne.

Monsieur l'Orateur, les créditistes ont la solution et ils invitent tous les députés, rouges ou bleus, ou membres du Nouveau parti démocratique, à étudier la question financière non seulement du Crédit social, mais aussi le système actuellement en vigueur en vue de mieux comprendre la doctrine du Crédit social et faire adopter les réformes qui s'imposent pour doter le Canada d'un régime au service de la personne humaine.

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, j'aimerais, au cours des quelques minutes qui vont suivre, expliquer à tous les députés les raisons qui m'incitent à appuyer l'avis de motion présenté par mon collègue, l'honorable député de Shefford (M. Rondeau).

Dans cet exposé, j'utiliserai une langue que tous peuvent comprendre, celle des chiffres. Je suis persuadé que si l'on s'arrête un instant à étudier ces chiffres, on en viendra aux mêmes conclusions que moi.

A mon avis, la raison d'être d'un gouvernement, c'est de faire en sorte que ceux qui sont sous sa juridiction aient un pouvoir d'achat minimum pour mener une vie libre, à la mesure de leur travail et non pas à la mesure d'une structure économique.

Or, actuellement, au Canada, je constate qu'un nombre imposant de facteurs, exprimés en chiffres, démontrent très clairement, même à un aveugle, que l'économie canadienne tend à étouffer le travailleur au profit des grandes entreprises ou des trusts. Je m'explique en faisant quelques citations qui prouveront mes avancés.

Il existe une hausse des prix des biens de consommation. Il est indéniable, à observer ce qui se passe en 1969, au Canada, que tout tend à la hausse: Le prix de la nourriture a augmenté de 0.7 p. 100 au cours d'octobre 1969 par rapport au mois de septembre. En effet, le prix des fruits, des légumes, du porc, des produits laitiers a augmenté. Celui des combustibles, des vêtements pour dames et